Francesca TRAMONTANO, Il conflitto pubblico fra religioso e profano

Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, coll. « Memorie – Università degli Studi di Torino », 2016, 188 p.

Damiano Bondi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/34309>
DOI : 10.4000/assr.34309
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017
Pagination : 450-452
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Damiano Bondi, « Francesca TRAMONTANO, Il conflitto pubblico fra religioso e profano », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 180 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 22 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/34309> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.34309>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Francesca TRAMONTANO, Il conflitto pubblico fra religioso e profano

Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, coll. « Memorie – Università degli Studi di Torino », 2016, 188 p.

Damiano Bondi

RÉFÉRENCE

Francesca TRAMONTANO, *Il conflitto pubblico fra religioso e profano*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, coll. « Memorie – Università degli Studi di Torino », 2016, 188 p.

- ¹ Par sa valeur théorique, l'ouvrage de Francesca Tramontano ne peut pas être appréhendé comme une simple analyse historico-juridique des étapes qui ont conduit, à partir de la première modernité, dans la sphère publique, au conflit actuel entre mondes religieux et profane. Son enquête s'intéressant aux moments qui précèdent l'affirmation historique du mot « laïque », l'auteur préfère à ce dernier celui de « profane », dans le sillage des recherches de Patrick Nerhot. Les nombreuses données reportées ainsi que les multiples sources citées n'ont pas pour but de faire étalage de scientificité, mais elles contribuent à construire un argumentaire solide voué à soutenir la thèse qui régit le volume : énoncée au début, puis justifiée adéquatement, enfin confirmée avec vigueur, elle postule que *le conflit entre le public et le profane pourrait trouver une conciliation, au moins partielle, dans la reconnaissance du partage de la même méthodologie argumentativo-spéculative*. La pensée religieuse et la pensée « profane » trouvent leur socle juridico-moral dans une *transcendance transhistorique des valeurs*. Certes, la transcendance de type religieux est ici tenue pour acquise, peut-être trop ; mais, d'ailleurs, elle a déjà fait l'objet de remarquables études dans différentes disciplines – histoire, philosophie, théologie, sociologie (que l'on songe, entre autres, aux théories sur la « période axiale »). L'intérêt de ce volume est ailleurs : son point focal est l'émergence, en Occident, d'un système de pensée alternatif au système

religieux, qui toutefois ferait appel à une méthodologie d'analyse et de construction théorétique analogue.

- 2 L'auteur s'emploie à éclairer ce processus par le biais de l'étude du contexte historique et politique français aux XVII^e et XVIII^e siècles. L'édit de Nantes de 1598 représente, dans ce cadre, la première tentative juridique de résoudre les tensions religieuses moyennant l'invocation d'un principe clé, celui de « stabilité sociale », et non pas de « tolérance éthique » – le mot « tolérance » n'étant jamais évoqué dans le texte de l'édit. « La religion ne jouissait pas d'une garantie *de jure*, puisqu'aucune reconnaissance de principe à l'égard des différentes formes religieuses ne pouvait être affirmée ; pour cette raison, le pouvoir politique chercha, non sans difficultés, à la garantir *de facto* » (p. 85). Les nombreuses difficultés rappelées n'ont pas empêché l'affirmation progressive d'une nouvelle culture des valeurs dans l'espace public. La nécessité *concrète* de garantir le pluralisme religieux pour éviter le désordre civil a fait advenir de nouveaux *principes théoriques* de nature philosophico-juridique. Par conséquent, lorsque l'édit de Nantes fut formellement révoqué, un siècle plus tard, par l'Édit de Fontainebleau (1685), un changement de paradigme s'était déjà opéré au sein de la logique du raisonnement juridique : « L'élément transcendant, précédemment considéré dans un sens religieux » était devenu « un élément rationnel, a-religieux » et, dans ce cadre, « une nouvelle force unificatrice remplacera la force religieuse : l'idée d'État national » (p. 87). Le concept de « nature », à partir du *jusnaturalisme* et de plus en plus au XVIII^e siècle, servira de base universaliste à la Raison que les Lumières célébreront en tant que *paradivinité* de l'État-nation moderne. Ce n'est pas par hasard, comme le pointe l'auteur, si le concept même d'« État national » va de pair avec celui de « loi » en tant que garant de liberté et d'égalité au-dessus des parties en conflit (p. 89). « Les Lumières cherchèrent à surmonter le problème du gouvernement de l'homme par l'homme, du pouvoir arbitraire » – c'est-à-dire le problème d'un fondement non théologique du politique – « et forgèrent le concept de société civile, fondèrent le principe de légitimation du pouvoir politique et développèrent l'idée selon laquelle la sphère publique était gouvernée par un pouvoir juste et rationnel » (p. 122). L'homme et ses valeurs et lois qui en régulent les pratiques deviennent des « concepts » à définir philosophiquement et juridiquement. Pourtant, en raison de son caractère rationnel et universalisant, cette définition arrache le *definiens* et le *definiendum* du temps historique, dont l'écoulement est multiforme et relatif. La Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1789 en sera une illustration : « Avant d'être des droits, [ils] définissent un nouveau concept d'humain ; ils proclament, au nom de l'humain, leur universalité » et « représentent, en même temps, un élan vers le dépassement de la contingence historique » (p. 135).
- 3 On touche là à l'un des nœuds théorétiques principaux du volume, à savoir le rapport de la pensée profane avec la temporalité et l'histoire. Nous avons affaire à une sorte de paradoxe conceptuel : le Temps, dans la pensée philosophico-juridique, à partir de l'âge moderne, se substitue à Dieu, comme fondement causal de tout projet social et culturel. Cependant, il s'agit d'un *Temps qui ne s'écoule pas*. Un temps sans montre, métahistorique. Un temps abstrait et universel qui transcende l'histoire – et dans lequel cohabitent des valeurs abstraites et universelles et un homme abstrait et universel –, mais qui est à même de donner du sens à l'histoire, aux normes positives et aux hommes contingents. Afin de transcender la temporalité et l'histoire, l'homme moderne se réfugie dans une historicité a-temporelle (ou – ce qui revient au même – un

temps a-historique): « La rationalité profane nécessite de renvoyer à des *transcendances*, retrouvées dans la “naturalité” des droits humains, innés et, par conséquent, *sans temps* ». Le droit devient ainsi spectateur/animateur de la scène du monde, à l’instar d’un dieu aristotélicien. Et l’homme, en se concevant comme sujet d’un tel droit, arrive tout de même à échapper à l’histoire et à la dominer. « Le concept de “loi” est la manifestation la plus claire de ce tournant : la loi est l’instrument de prévision par excellence, elle est l’expression de la domination de l’homme sur le temps » (p. 79), par le biais de laquelle il tente de défier sa propre mortalité, sa soumission à la durée, à la limite, à l’histoire, aux conditions particulières et contingentes du milieu géographique et social dans lequel il est plongé : il s’agit, en somme, d’une « quête de l’“immortalité”, qu’elle soit religieuse ou – en la circonstance – profane » (p. 50).

- 4 Historiquement, les réactions théologico-ecclésiastiques à la conception profane du droit se sont concentrées plus contre ce Temps divinisé que contre l’homme abstrait – dont il est l’expression manifeste mais épiphanique. Tramontano s’attelle à en rendre compte, et ce, grâce à l’analyse d’une série d’encycliques et de documents papaux. Si la vérité s’auto-révèle dans l’histoire comme forme essentielle du Temps, selon un schéma idéaliste, sommes-nous encore en mesure d’appréhender le passé comme domaine de la liberté humaine ? Ne devrions-nous pas, au contraire, le considérer comme règne de la nécessité historique ? Il est évident : les retombées *anthropologiques* de la pensée profane sont le fruit de sa propre structure, essentiellement métaphysique, fondée sur le concept de transcendance. Si l’on n’en prend pas conscience, on risque de produire des apories naïves, telles que celles, comme Tramontano ne manque pas de le souligner, de Jürgen Habermas et, plus généralement, des théories selon lesquelles le *progrès* est généré par le *processus* dans son immanence. Ce paradigme évolutif est contradictoire, et son « erreur méthodologique consiste à penser que la raison du changement réside dans le *changement même* » (p. 43), tandis que l’évolution et le progrès sont réalisables si et seulement si le processus est considéré à partir d’un horizon transcendant le changement. Bref, « religieux ou profane, l’homme fuit son historicité, et penser les valeurs est sa *fuite*. Esquiver la détermination temporelle est le seul moyen dont il dispose pour faire dialoguer *en vérité* son passé avec son présent au-delà du temps, dans la construction de l’humain » (p. 47).
- 5 L’auteur soutient que la prise de conscience de cet enracinement commun dans la transcendance demeure la seule voie pour établir un dialogue entre la pensée religieuse et la pensée profane, ce qui permettrait de favoriser l’essor d’une société civile authentique et vivante.
- 6 Au vu de son attention à l’égard de problématiques actuelles et générales (parmi lesquelles la bioéthique occupe une place nullement négligeable), de sa thèse centrale, et d’un raisonnement dont nul ne saurait contester la scientificité, ce volume mérite de faire l’objet d’une attention et d’une diffusion larges. Nous espérons donc que cet ouvrage pourra stimuler la pensée de beaucoup. Et, pourquoi pas, l’action.